



NOUVEAU RAPPORT DU HCR

Moins de réfugiés dans le monde

MARIE-LAURE COLSON

Le nombre de réfugiés n'a jamais été aussi bas depuis 25 ans: 9,2 millions de personnes ont trouvé asile hors de leur pays, contre 18 millions en 1992, grâce à une réduction relative du nombre de conflits armés et au retour de 4 millions d'Afghans dans leur pays. Mais il n'y a pas de quoi se réjouir, tempère le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) dans son dernier rapport présenté à Londres.

Maltraités Un, les réfugiés sont de plus en plus maltraités, «décrits (...) comme des migrants illégaux, des terroristes potentiels et des criminels, ou, au mieux, comme des fraudeurs» par les pays qui les accueillent. Deux, le nombre des déplacés fuyant des guerres civiles, la misère ou des catastrophes environnementales a, lui, considérablement augmenté: ils seraient 20 à 25 millions, réfugiés fantômes puisqu'ils n'ont pas franchi de frontières internationales et ne sont donc pas comptabilisés comme tels, vivant dans des conditions comparables, sinon encore plus misérables.

Intolérance Sous l'impulsion du Portugais Antonio Guterres, haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés depuis juin 2005, le HCR a choisi de mettre en avant cette année «l'intolérance grandissante» des pays riches. L'adoption de mesures de plus en plus restrictives revient à priver de sens le droit d'asile tel qu'il est défini par la Convention de Genève de 1951. Le HCR cite notamment le recours au concept de «pays sûr», des pays vers lesquels sont renvoyés les demandeurs



Le HCR met en avant cette année «l'intolérance grandissante» des pays riches vis-à-vis des réfugiés. KEYSTONE

d'asile avant même de pouvoir déposer leur demande, et la notion de «traitement extraterritorial», qui permettent aux pays de «délocaliser» le traitement des demandes d'asile dans des centres basés hors de leur frontière.

Terrorisme Sous la pression de «politiciens et médias populistes», a dit hier Antonio Guterres à la presse en présentant le rapport, certains Etats utilisent la question du terrorisme pour légitimer une limitation progressive du droit d'asile et alimenter des réflexes sécuritaires et xénophobes. Le processus a commencé bien avant les événements du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, note le rapport du HCR. «Les réfugiés ne sont pas des terroristes, ils sont victimes du terrorisme», a rappelé hier

l'ex-premier ministre portugais, ajoutant que les demandeurs d'asile sont soumis à des contrôles minutieux (empreintes digitales, test biométriques...) qui limitent le détournement du droit par des terroristes.

Ambiguïté Le rapport critique aussi l'ambiguïté du discours sur les réfugiés en Occident, assimilant immigrés économiques clandestins et réfugiés. On sent dans certains pays une «lassitude de l'asile», dit M. Guterres. Le phénomène est d'autant plus paradoxal que ce sont les pays du Sud qui accueillent 70% des réfugiés. Ce qui revient à leur faire supporter «une part disproportionnée du fardeau», estime le HCR, et c'est en soi un facteur supplémentaire de déstabilisation. © LIBÉRATION